



Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville

Synthèse des chiffres

Enquête du plan national d'action	2
Enquête de la verbalisation	3
Enquête de la prestation de service international	Erreur ! Signet non défini.
Bilan de l'OCLTI	Erreur ! Signet non défini.
Bilan de DIRRES	Erreur ! Signet non défini.
Bilan de DNLF – Lutte contre la fraude (mai 2009)	Erreur ! Signet non défini.
Bilan de DNLF – Bilan des comités de lutte contre la fraude (sept 2009)	Erreur ! Signet non défini.

Enquête du plan national d'action

Une baisse entre 2007 et 2008 des entreprises contrôlées dans les secteurs prioritaires effectués par les inspections du travail, fiscale, de sécurité sociale ou des douanes (hors contrôle police et gendarmerie)

En 2005 : 59 000
En 2006 : 67 000
En 2007 : 66 000
En 2008 : 63 000

Baisse de 4,5% entre 2007 et 2008 mais une augmentation de 7% entre 2005 et 2008.
(+14% entre 2005 et 2006, -1% entre 2006 et 2007 et -5% entre 2007 et 2008)

Le taux d'infraction des entreprises contrôlées est à la hausse
(13,1% en 2008, 11,5% en 2007, 10,4% en 2006 contre 5,2% en 2005)

Deux axes d'explications possibles

- les inspections ont probablement mieux ciblé leurs contrôles, de façon plus concertée et avec une vigilance accrue sur les pratiques de fraude en vigueur, engendrant la hausse de cet indicateur sans pour autant que les entreprises aient des comportements plus ou moins frauduleux. ;
- on ne peut exclure que cet indicateur ait été peu ou mal renseigné les années précédentes et par conséquent qu'il ait été nettement sous-estimé en début de période.

Le nombre de salariés concernés par ces infractions constatées lors des contrôles effectués par les inspections du travail, fiscale, de sécurité sociale ou des douanes, a plus que doublé depuis 2005.

En 2005 : 11 800
En 2006 : 25 000
En 2007 : 27 000
En 2008 : 28 000

Seuls 46% des constats donnent lieu à procédure transmise au parquet.

Les redressements notifiés augmentent aussi
(+131% entre 2005 et 2006, +28% entre 2006 et 2007 et +4% entre 2007 et 2008)

En 2005 : 17, 6 Millions €
En 2006 : 40, 7 Millions €
En 2007 : 52 millions €
En 2008 : 54 millions €

Enquête de la verbalisation

Une tendance haussière du nombre de procédures dressées qui se confirme depuis 2005

En 2005 : 6 300 procédures
En 2006 : 7500 procédures
En 2007 : 8 600 procédures
En 2008 : 8 800 procédures

Augmentation de 39% de la verbalisation entre 2005 et 2008.
(+20% entre 2005 et 2006, +14% entre 2006 et 2007 et +2% entre 2007 et 2008)

Une augmentation régulière des procédures pénales résultant de contrôles conjoints

Triplement des contrôles conjoints entre 2005 et 2008.
(+146% entre 2005 et 2006, +13% entre 2006 et 2007 et +11% entre 2007 et 2008)

En 2005 : 650 contrôles conjoints
En 2006 : 1 600 contrôles conjoints
En 2007 : 1 800 contrôles conjoints
En 2008 : 2 000 contrôles conjoints

Corrélativement à la hausse des procédures, la hausse des infractions constatées

(+61% entre 2005 et 2006, +29% entre 2006 et 2007 et -2% entre 2007 et 2008)

En 2005 : 9 500 infractions relevées dans les procédures
En 2006 : 15 300 infractions relevées dans les procédures
En 2007 : 19 700 infractions relevées dans les procédures
En 2008 : 19 400 infractions relevées dans les procédures

Outre un meilleur recueil des données statistiques, la croissance résulte probablement en partie de la progression des contrôles faits conjointement entre les administrations qui permettent de caractériser plus d'infractions. Le nombre d'infractions reste stable par rapport à 2007.

La répartition entre les différentes infractions de travail illégal reste stable

- La part du travail dissimulé est relativement stable. Elle représente 72,4% en 2008, 73,4% en 2007, 73,3 % en 2006 et 81 % en 2005. La dissimulation partielle ou totale des salariés représente entre 69 et 71%, selon les années, de cette infraction
- L'emploi d'étrangers sans titre de travail est plus présent dans la verbalisation. Elle représente 12,9% en 2008, 12% en 2007, 11,3 % en 2006 et 7,9 % en 2005.
- La part des infractions de prêt illicite de main d'œuvre et celle de marchandage est quasi stable depuis 2006. Elle représente 4,3% en 2008, 4,8% en 2007, 4,8 % en 2006 et 3,5% en 2005.
- La fraude au revenu de remplacement est peu présente avec moins de 1% des infractions constatées. Elle représente 0,7% en 2008, 0,8% en 2007, 0,5 % en 2006 et 0,4 % en 2005

Près de 11 000 auteurs ou co-auteurs sont recensés dans les procédures en 2008

(10 754 en 2008, 10 604 en 2007 et 9 000 en 2006, 7 300 en 2005)

Près de 22 000 victimes concernées par les infractions constatées sont recensées dans les procédures en 2008

(21 795 en 2008, 20 539 en 2007, 16 600 en 2006, 13 200 en 2005)

19% des salariés sont concernés par l'infraction d'emploi d'étrangers sans titre de travail dont près de la moitié concentrée dans le BTP (identique à 2007).